



PUBLIC/PRIVE : UNIS ON NE PEUT PAS PERDRE

Le gouvernement MACRON-GATTAZ a déclaré la guerre sociale aux travailleurs. A tous les travailleurs quel que soit leur statut, quelle que soit leur situation. Salariés du secteur privé, fonctionnaires, précaires du public comme du privé, retraités, sans emploi, étudiants, lycéens.

Tout le monde y passe.

Casse du code du travail, casse du CDI et du statut de la fonction publique, licenciement des salariés en « contrats aidés », hausse de la CSG, diminution des APL (y compris pour l'accession à la propriété). Casse annoncée des régimes spéciaux et des retraites, de l'assurance chômage, de la formation professionnelle...

Cette politique de casse ne poursuit qu'un seul but : mener la guerre au salaire pour maintenir le taux de profit et les dividendes des actionnaires. Pour cela, le patronat, qui a placé MACRON au pouvoir, doit détruire tout ce que les travailleurs du privé comme du public ont conquis ensemble par leurs luttes, leur courage et leurs sacrifices.

Salariés du privé ou salariés du public : c'est la même lutte.

Le pouvoir ne fait pas la différence entre salariés du privé et salariés du public. Lorsque les forces de l'ordre répriment les travailleurs, les matraques ne se soucient pas de leur statut. Elles s'abattent indifféremment, avec la même violence, sur les têtes des salariés du secteur privé comme sur celles des salariés du secteur public.

Gouvernement et patronat sont unis pour nous précariser en vue de nous exploiter le plus possible pour conserver leurs privilèges. Comme eux, ne nous soucions pas de nos statuts. Unissons-nous étroitement pour nous défendre, les arrêter et renverser le rapport de force. Il n'y a pas de fatalité. Unis nous ne pouvons pas perdre.

Faisons-les trembler

Ne partons pas en ordre dispersé. Après les 12 et 21 septembre, faisons du 10 octobre une énorme journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles pour exiger le retrait total des ordonnances MACRON et l'abrogation de la loi EL KHOMRI, le maintien et l'amélioration du statut de la fonction publique, la hausse générale des salaires, des pensions et des minima sociaux et l'amélioration des conditions de travail pour le public comme pour le privé.